

LE TRAVAIL AFFRANCHI.

BUREAUX : RUE DES SAINTS-PÈRES, 16.

Ce Journal paraît tous les Dimanches. — Les manuscrits ne sont pas rendus.

PARIS, un an, 5 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — Trois mois, 1 fr. 50.
DÉPARTEMENTS, un an, 7 fr. — Six mois, 3 fr. 50. — (Affranchir).

Les bureaux sont ouverts tous les jours, de dix heures du matin à quatre heures du soir.

Le *Travail affranchi*, journal des associations ouvrières, est fondé par MM :

FRANÇOIS VIDAL, auteur de la *Répartition des richesses*, et de *Vivre en travaillant* ;

ALPHONSE TOUSSENET, auteur des *Juifs rois de l'Époque*, et de *L'Esprit des bêtes* ;

VICTOR MEUNIER, ancien rédacteur en chef de la *Revue Synthétique* ;

LÉOPOLD GRAFFIN ;

Et PIERRE VINCARD, ancien rédacteur de la *Ruche populaire*, de l'*Union* et de la *Fraternité*.

Le spécimen, qui a paru le 31 décembre et qui contient notre programme, se vend séparément 10 centimes.

On s'abonne : pour les départements, en envoyant un mandat sur la poste, à l'adresse de l'administrateur. Ce mandat coûte 2 0/0, soit 14 centimes pour 7 francs. La lettre d'envoi coûte 20 centimes à affranchir. Total, 7 fr. 34 cent.

SOMMAIRE : Le Code pénal et les coalitions. — Jurisprudence actuelle sur les associations (sociétés commerciales). — Association des ouvriers et ouvrières en chemiserie. — Association des tourneurs en chaises. — Variétés : En partance pour Eden. — Feuilleton : Histoire politique et philosophique des Abeilles. — Revue politique.

LE CODE PÉNAL.—LES COALITIONS.

Trois systèmes, avons-nous dit, sont en présence :

1° Le maintien pur et simple de la législation en vigueur, système d'inégalité positive devant la loi, système très dur pour l'ouvrier, très doux pour le patron, système soutenu par M. Léon Faucher, ministre de l'intérieur et économiste de l'école anglaise.

2° Le système d'égalité nominale devant la répression, lequel propose d'interdire toute coalition et d'appliquer indistinctement aux ouvriers et aux patrons la même pénalité. C'est le système du comité de législation.

3° Enfin, le système d'égalité dans la liberté négative, lequel consiste à supprimer les articles 414, 415 et 416 du Code pénal, à laisser aux patrons comme aux ouvriers la faculté de se coaliser.

Le premier système viole ouvertement la Constitution, supprime à la fois la liberté, l'égalité et la fraternité. Il pourra bien être adopté ; mais il ne peut être défendu, mais il ne vaut même pas la peine d'être discuté un seul instant.

Le second semble au moins tenir compte du principe d'égalité, puisqu'il inflige la même peine à tous les coalisés, sans distinction ; mais cette égalité est purement nominale et consacre en fait une inégalité flagrante ; car les patrons pourront toujours se soustraire à la répression, tandis que les ouvriers ne pourront jamais échapper à la pénalité. Ce système, d'ailleurs, comme le premier, est contraire aux principes fondamentaux de la Constitution, il porte atteinte à la liberté, et pourrait être demain dirigé contre les associations.

Le troisième, qui consacre la liberté des coalitions pour les patrons comme pour les ouvriers, est encore le moins mauvais. Il a du moins l'avantage d'être en harmonie avec la Constitution et avec l'esprit de notre régime économique.

Rationnellement, il ne vaut guère mieux que les deux autres ; néanmoins il est le seul qui puisse être adopté. A vrai dire, c'est moins un système qu'un expédient ; mais tout est expédient de nos jours, et la sagesse ne consiste plus qu'à choisir le moindre des maux. Dans notre monde à l'envers, il n'y a de rationnel que l'utopie : les esprits droits sont réduits à se réfugier dans le domaine des idées pures. Aussitôt qu'on veut entrer dans le domaine des faits, on se heurte de toutes parts aux contradictions, aux impossibilités.

Toute notre économie est basée sur des principes radicalement faux. Voilà pourquoi toute question est insoluble, pourquoi nous tournons toujours dans un immense cercle vicieux. Quand on a pris pour point de départ une erreur, on doit nécessairement, en raisonnant juste, aboutir à une absurdité. Nous en sommes là. Nous nous enfonçons dans l'erreur de plus en plus ; partout nous sommes acculés.

On a voulu spéculer sur la force et le hasard, sur l'imprévoyance et sur des causes infaillibles d'anarchie ; puis l'on s'étonne des effets nécessaires ! Nous semons partout des germes de désordre et de misère, et nous nous étonnons de ne pas récolter l'ordre et l'abondance ! Ah ! nous aurons beau travailler, retourner la terre, prodiguer les germes et multiplier les engrais, tant que nous sèmerons toujours de l'ivraie, nous ne récolterons jamais de pur froment. C'est le germe qui est mauvais. Voilà ce qu'on ne veut pas comprendre.

L'égalité devant la répression, pour les patrons et pour les ouvriers, serait purement illusoire, consacrerait bientôt l'inégalité et l'injustice. Cela est tellement évident, qu'il suffira de quelques mots pour convaincre les esprits les plus rebelles.

Notre régime industriel, qu'on appelle fausement régime de liberté, et qui n'est qu'un régime de concurrence anarchique, un régime d'oppression, de fraude, de mensonge, repose sur le salariat, sur la compétition et sur le laisser faire. C'est la liberté de la lutte au profit des forts, au détriment des faibles ; c'est la guerre sans pitié ni merci, la guerre civile des intérêts. Or, les économistes de l'école anglaise professent que le gouvernement n'a pas le droit d'intervenir dans les questions industrielles. C'est un article de leur symbole que tout en ce monde est soumis à la force et au hasard, autrement dit à la loi de l'offre et de la demande ; que le prix du travail, comme celui de toute autre marchandise, doit subir les vicissitudes du marché ; que dans le contrat du salaire, les ouvriers et les patrons doivent librement débattre leurs prétentions, etc., etc.

Je n'examine point si cette théorie est rationnelle ou absurde, je l'expose. Je n'examine point si les conditions sont égales entre le capitaliste opulent qui spéculé pour augmenter sa fortune, et le misérable salarié qui est contraint de louer ses bras à tout prix, sous peine de mourir dans trente-six heures et d'affamer son père, sa mère, sa femme et ses enfants. Je les suppose libres l'un et l'autre, bien qu'en réalité la liberté de l'ouvrier se réduise en définitive à la liberté de mourir de faim. Mais encore faut-il qu'ils puissent tous deux faire usage de cette liberté supposée, encore faut-il que le plus faible, que le

travail n'ait pas à la fois contre lui et le capital, et la loi, et la prison, et les gendarmes.

Capital pose ou plutôt dicte ses conditions, en disant à travail : accepte ou refuse, tu es censé libre. Capital, remarquez-le bien, c'est presque toujours un seul individu, c'est un manufacturier, un entrepreneur ; ce sera, si vous voulez, le gérant unique d'une compagnie comptant cent mille actionnaires. Capital n'a besoin de consulter personne, il est représenté par un seul homme ; capital est assez fort pour amener travail à composition, il lui suffit de dire *je veux*. Comment, dès-lors, la loi sur les coalitions l'atteindrait-elle ? Il peut donc impunément tout oser.

Mais pour travail il n'en est point ainsi. Travail, c'est l'ensemble des ouvriers à la solde du capitaliste. Travail ne peut parler à la première personne du singulier, il est obligé de dire : *Nous voulons ou nous ne voulons pas*. Le pluriel suppose un concert de volontés, partant une coalition ; les travailleurs ne peuvent donc échapper à la pénalité ; ils sont toujours sous le coup de la loi.

Ainsi, avec la loi sur les coalitions, tout débat sérieux du prix des salaires devient impossible. Alors même que les ouvriers d'un atelier, sans s'être concertés, auraient tous adopté spontanément, chacun de son côté, la même résolution, on peut les accuser de s'être coalisés, prouver que les présomptions et les faits sont contre eux ; et si leur exemple est suivi par leurs camarades des autres ateliers, on les accusera d'avoir été les meneurs et les instigateurs d'un complot ; on pourra leur infliger le maximum de la peine et la surveillance de la haute police. La loi à la main, on leur dira : Vous êtes coupables, car il y a eu à la fois tentative, exécution et préméditation, etc., etc.

Quand les ouvriers refusent de travailler, de livrer leur corps, leur intelligence, leur âme, leur vie, la vie de leurs femmes et de leurs enfants pour un trop maigre salaire, ils peuvent être poursuivis, condamnés à la prison. Mais quand il plaît à un chef d'industrie de fermer brusquement son atelier, quelle garantie la loi accorde-t-elle aux travailleurs ? Le patron arrête à volonté ses machines, quand il ne couvre pas ses frais ou quand une opération ne lui paraît pas suffisamment lucrative ; mais l'ouvrier ne peut arrêter ses bras quand il ne gagne pas de quoi vivre ; il faut qu'il travaille, même à perte.

Ainsi donc, en prenant la question au point de vue le plus simple, en réduisant le débat entre un entrepreneur et les salariés qu'il emploie, le capital n'a rien à craindre de la loi ; le travail, au contraire, ne peut échapper à la répression. Où est l'égalité ? où est même la liberté ? Enfin, que devient la fraternité ? Cette maudite loi les condamne. C'est pourquoi je dis que cette loi est désormais impossible.

Si nous prenons plusieurs ateliers de la même industrie, ce sera bien pis encore. Les patrons, pour éluder la loi, trouveront toujours des moyens ou des prétextes. L'un d'eux, par exemple, commencera par diminuer le prix de la main-d'œuvre ou par augmenter la durée du travail, et le lendemain tous ses confrères s'empresseront de l'imiter. Les accusera-t-on de s'être coalisés ? Ils répondront qu'il ne se con-

sent même pas, qu'ils n'ont jamais échangé une parole, mais que les temps sont durs, que les affaires ne vont pas; ils répondront que la concurrence force chacun d'eux à imiter l'exemple des autres, sous peine de perdre sa clientèle, de se ruiner, de compromettre la dot de sa femme et l'avenir de ses enfants, de manquer à ses devoirs de père de famille...

Et si les ouvriers, pour résister, songent à opposer le nombre à la force, à s'unir, à se déclarer solidaires, à pratiquer la fraternité, ils encourrent la prison et la sévérité de la loi.

Ce n'est pas tout. La loi, une fois votée, il se trouvera des interprètes pour l'appliquer aux associations. Rappelons-nous la loi sur les annonces judiciaires, et mettons-nous en garde contre les commentateurs. Aujourd'hui, on parle de sévir uniquement contre ceux qui emploient la violence ou les menaces; demain, on poursuivra ceux qui voudront opérer à l'aide de la persuasion. Si nous laissons faire la moindre brèche à un principe, tous les abus y passeront l'un après l'autre, et toutes les garanties que la Constitution nous promet, ne suffiront pas pour empêcher que l'exception ne devienne bientôt la règle générale.

Au moyen-âge, le donjon dominait les plaines et les villes; le seigneur rançonnait à son gré vilains et manans. Mais les artisans se formèrent en corporations, les bourgeois en commune, et les uns et les autres jurèrent d'accourir au son de la même cloche, d'obéir au même mot d'ordre, de combattre côte à côte dans les mêmes rangs, de se défendre jusqu'à la mort. Le clocher fut opposé au donjon, la maison commune au château-fort; les murailles fortifiées servirent de barrière aux déprédations des ravageurs tirés; la milice communale repoussa les hordes du châtelain... et les communes conquièrent leurs franchises, les artisans l'indépendance et la sécurité... et la féodalité fut vaincue. Si la loi avait fait de la solidarité un crime, comment le citoyen isolé et sans armes aurait-il pu résister au baron bardé de fer?

C'est par la commune, c'est-à-dire par l'association et même par la coalition que les bourgeois se sont affranchis; c'est par les corporations et par les jurandes, c'est-à-dire par la solidarité et par l'organisation du travail, que les artisans ont conquis l'aisance et la liberté. C'est aussi par l'association et par l'organisation que les travailleurs s'affranchiront de nos jours et triompheront de la féodalité moderne.

Au moyen-âge, il est vrai, le pouvoir central était pour le peuple et pour le droit contre les barons et contre les abus de la force. Aujourd'hui, sous la République, sous l'empire du suffrage universel, cela est triste à dire, le pouvoir central, représenté par un ancien journaliste, par un journaliste récemment anobli et qui a gagné ses éperons de chevalier dans la croisade des chemins de fer, se tourne du côté de la force contre le droit, du côté des barons contre le peuple. Quelle déchéance!

Toutefois, rassurons-nous. Au nom du travail, une révolution a été accomplie, l'an dernier, par des hommes qui, presque tous, avaient été victimes de la loi sur les coalitions. Si l'on prétend aujourd'hui rétablir l'ancien régime, les ouvriers sauront défendre leurs droits, sans avoir besoin d'élever des barricades; ils sauront maintenir par le vote ce qu'ils ont conquis par les armes. Quand la question sera nettement posée entre les droits du travail et les abus du privilège, quand le peuple des électeurs verra clairement où l'on prétend le conduire; quand il n'y aura plus que deux partis ou deux grands principes en présence, et que l'un de ces partis portera le mot travail sur son drapeau, on verra de quel côté sera la majorité des suffrages. — Votez, si vous voulez, la loi contre les coalitions! Dans trois mois, le peuple aura à choisir ses représentants.

En résumé, le système du comité du travail est le seul qui puisse être adopté. Ce système

ne nous satisfait point, mais nous reconnaissons qu'il est conforme aux idées dominantes et à l'ensemble de nos institutions.

Nous qui rêvons un ordre nouveau, la solidarité réelle des intérêts et l'organisation de l'industrie, nous ne pouvons nous contenter, en principe, d'une liberté purement négative, qui n'est, après tout, que la liberté de la lutte; nous sommes pour la paix et non pour la guerre. Mais puisque la guerre est aujourd'hui l'état normal, nous voulons tout au moins, entre combattants, l'égalité des chances et l'égalité des armes. Peut-être que, la guerre devenant plus terrible et plus meurtrière, on appréciera mieux les bienfaits de l'ordre et de la paix.

Nos contemporains croient encore à l'excellence du laisser faire, du salariat, de la concurrence industrielle. *Qu'on laisse donc faire*, que l'expérimentation des fausses doctrines soit complète et décisive, et les dernières illusions seront bientôt évanouies, et les faits parviendront peut-être à désabuser ces esprits têtus que le raisonnement ne pourrait jamais entamer.

F. V.

« En arrêtant sa pensée sur la société et sur ses rapports, on est frappé d'une idée générale qui mérite bien d'être approfondie: c'est que presque toutes les institutions civiles ont été faites pour les propriétaires. On est effrayé, en ouvrant le code des lois, de ne'y découvrir partout que le témoignage de cette vérité. On dirait qu'un petit nombre d'hommes, après s'être partagé la terre, ont fait des lois d'union et de garantie contre la multitude, comme ils auraient mis des abris dans les bois pour se défendre des bêtes sauvages. Cependant, on ose le dire, après avoir établi les lois de propriété, de justice et de liberté, on n'a presque rien fait encore pour la classe la plus nombreuse des citoyens. Que nous importent vos lois de propriété, pourraient-ils dire? nous ne possédons rien. Vos lois de justice? nous n'avons rien à défendre. Vos lois de liberté? si nous ne travaillons pas demain, nous mourrons. »

(NECKER. *Législ. et comm. des grains*, ch. 12.)

LA JURISPRUDENCE ACTUELLE SUR LES ASSOCIATIONS.

(Voir le numéro du 7 janvier.)

II.

DU CONTRAT DE SOCIÉTÉ SELON LE CODE DE COMMERCE.

Recherchons maintenant les règles particulières auxquelles le Code de commerce assujettit les sociétés commerciales.

La loi française reconnaît quatre sortes de sociétés commerciales :

- 1° La société en nom collectif;
- 2° La société en commandite;
- 3° La société anonyme;
- 4° La société en participation.

1. *La société en nom collectif* opère sous une raison sociale, telle que *Jacques frères, Paul-Louis et compagnie*. Tous les associés, chacun pour le tout, sont solidairement et indéfiniment tenus des engagements de la société, encore qu'un seul des associés ait signé, pourvu qu'il ait signé sous la raison sociale. Dans les sociétés civiles, au contraire, chaque associé n'est tenu des dettes sociales que pour une part et portion égales, la dette se divisant de plein droit entre tous les associés.

II. — *La société en commandite*, à la différence de la société en nom collectif, peut se composer 1° d'associés responsables et solidaires, comme le sont tous les membres de la

société en nom collectif; 2° d'associés appelés commanditaires, lesquels sont simples bailleurs de fonds, ne peuvent prendre aucune part à la gestion des affaires sociales, et, dès-lors, ne sont passibles des pertes que jusqu'à concurrence de leur mise.

La société en commandite est régie sous un nom social qui doit comprendre nécessairement celui de l'un ou de plusieurs des associés solidaires et responsables.

III. *La société anonyme* n'existe point sous un nom social; au lieu d'être désignée par le nom d'aucun des associés qui la composent, elle est seulement qualifiée par l'objet de l'entreprise pour l'exploitation de laquelle elle est fondée : *Compagnie du chemin de fer du Nord; Compagnie française pour l'éclairage au gaz*.

Suivant l'énergique et pittoresque expression des légistes, la société anonyme est plutôt une *association de capitaux* qu'une association d'hommes. Les administrateurs qui gèrent ne sont que des mandataires à temps, révocables, associés ou non associés, salariés ou non salariés. Ils ne contractent par le fait de leur gestion d'autre responsabilité que celle qui s'attache au mandat; ils ne répondent ni solidairement, ni divisément des obligations de la société.

De leur côté, les associés ne sont passibles que de la perte du montant de leur intérêt dans la société, en sorte que lorsque le fonds social est absorbé, les créanciers se trouvent absolument sans aucune espèce de recours contre qui que ce soit.

Ce double et remarquable caractère de la société anonyme de n'engager les associés que jusqu'à concurrence de leur mise, et de dégager de toute responsabilité autre que celle qui naît du mandat les administrateurs qui la représentent, a déterminé le législateur à soumettre l'établissement des sociétés anonymes à l'autorisation préalable du gouvernement et à l'approbation de l'acte qui la constitue.

Les conventions en vertu desquelles se forment des sociétés soit en nom collectif, soit en commandite, doivent être constatées par des actes notariés ou par des actes sous signatures privées. Quant aux sociétés anonymes, elles ne peuvent être formées que par des actes notariés.

Le Code de commerce dispose en termes formels que le capital des sociétés anonymes et des sociétés en commandite peut se diviser en actions et même en coupons d'action, mais aucune prescription légale ne réserve exclusivement cette facilité à ces deux espèces de société. Rien n'empêche que des sociétés autres que des sociétés anonymes ou en commandite divisent leur capital de cette manière.

C'est un principe introduit dès le douzième siècle, maintenu depuis par une jurisprudence constante, bien qu'il ne soit écrit dans aucun texte, que toute société de commerce régulièrement constituée forme un être moral distinct des associés qui la composent, lequel traite, s'oblige, s'engage en son nom propre. La conséquence de ce principe, c'est que les créanciers de la société sont payés par préférence aux créanciers de chacun des associés sur les biens de la société. Mais pour que les sociétés deviennent ainsi des êtres moraux, capables de contracter et d'exercer en justice leurs actions tout comme le ferait une personne ordinaire, il

est indispensable, dans l'intérêt de la foi publique, que les principales clauses de l'acte qui les constitue reçoivent une large publicité. Les mêmes raisons veulent que tout changement survenu dans leur constitution aussi bien que le fait de leur dissolution, soit publié de la même manière. Tel est le but des articles 42 et suivans du Code de commerce.

Aux termes de ces articles, un extrait des actes sous seing-privé, ou notariés, par lesquels se constituent les sociétés en nom collectif, en commandite ou anonymes, doit être remis, dans la quinzaine de leur date, au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement dans lequel est établie la maison du commerce social, pour être transcrit sur un registre spécial, et affiché, pendant trois mois, dans la salle des audiences. Si la société a plusieurs maisons de commerce situées dans divers arrondissements, la remise, la transcription et l'affiche de cet extrait doivent être faits au tribunal de commerce de chaque arrondissement.

Cet extrait doit contenir :

1° Les noms, prénoms, qualités et demeures de tous les associés, autres que les actionnaires et commanditaires, c'est-à-dire de tous ceux qui sont responsables et solidaires ;

2° La raison de commerce sous laquelle doit exister la société ;

3° La désignation de ceux des associés qui sont autorisés à gérer, administrer et signer pour la société ;

4° Le montant des valeurs fournies ou à fournir par actions ou en commandite ;

5° L'époque à laquelle la société doit commencer et celle à laquelle elle doit finir.

A cette première formalité, la loi du 31 mars 1833 ajoute : L'insertion d'un extrait des actes de société, en nom collectif ou en commandite, dans un ou plusieurs journaux paraissant au chef-lieu du ressort du tribunal de commerce de l'arrondissement et par lui désignés chaque année dans la première quinzaine de janvier. Il doit être justifié de cette insertion par un exemplaire du journal certifié par l'imprimeur, légalisé par le maire, et enregistré dans les trois mois de sa date.

L'observation de toutes les formalités que nous venons de reproduire est d'une extrême importance. Elles sont prescrites par la loi à peine de nullité, à l'égard des intéressés, sans que le défaut d'aucune d'elles puisse être opposé aux tiers par les associés. Vis-à-vis du public, vis-à-vis des créanciers qui ont traité avec eux, les associés qui ont négligé de remplir ces formalités se trouvent donc engagés comme si la société était régulière ; entre eux et vis-à-vis de ces mêmes tiers, si l'intérêt de ceux-ci est de ne point reconnaître la société, ils ne jouissent d'aucun des avantages ni des droits que confère l'existence en société.

Quant aux sociétés anonymes, l'ordonnance qui les approuve et l'acte qui les constitue doivent être affichés de la même manière et pendant le même temps. Dans la pratique, on pousse même la précaution jusqu'à publier dans les journaux désignés un extrait de l'acte social ; la loi ne prescrit point cette publication.

Il nous reste à parler des associations que la loi nomme *participations*. Elles ne sont assujéties à aucune formalité ; leur existence, comme celle de toute autre convention commerciale, peut être prouvée simplement par la représentation des livres et de la corres-

pondance, ou même par la preuve testimoniale, si le tribunal croit devoir l'admettre.

Bien que la loi et les auteurs indiquent que les participations ont simplement pour objet une ou plusieurs opérations de commerce, on comprend aisément que cette définition, énonciative plutôt que limitative, ne détermine point des limites invariablement fixées, et qu'en dernière analyse toute association de commerce qui ne s'est révélée extérieurement par aucun signe, est une participation.

En effet, le caractère distinctif que, dans le silence de la loi, la coutume et l'usage assignent à la participation, c'est de ne point confondre dans un patrimoine commun les choses qui, sous une forme de société régulière, constitueraient l'apport de chaque associé. Le fait de la participation ne crée entre les participants que des relations et des droits intérieurs, pour ainsi dire. Ils se doivent réciproquement compte des pertes et des bénéfices de l'opération à laquelle ils participent ensemble. Mais, au regard du public, celui des participants qui paraît seul dans l'opération est aussi seul responsable. Les créanciers du co-participant n'ont rien de plus à demander que ce que demanderait leur débiteur lui-même, à savoir un compte ; ils ne sont point créanciers de la participation qui ne forme point un être moral auquel on se puisse adresser ; ils ne sont créanciers que de leur débiteur, dans les biens duquel ils trouvent le droit de demander compte d'une opération faite en commun.

Il suit de là que les participants, tant qu'ils sont restés dans les limites exactes du contrat spécial qui les lie, tant qu'ils ne se sont point révélés au public comme associés, ne peuvent être tenus solidairement. Celui-là d'entre eux seul est engagé qui seul a traité.

Pour compléter les notions élémentaires que nous croyons important de donner à nos lecteurs, il est indispensable d'ajouter qu'une disposition législative, dont la pratique a démontré les graves inconvénients, soustrait à la jurisprudence ordinaire toutes les contestations entre associés pour raison de société, et les défère exclusivement à la juridiction arbitrale.

Les arbitres sont nommés : 1° par acte sous seing-privé ou notarié ; 2° par les parties devant le tribunal ; 3° d'office par le tribunal, s'il y a refus de l'un ou de plusieurs des associés.

Le délai dans lequel ils doivent rendre leur sentence est fixé par les parties ; à défaut, par le tribunal.

En cas de partage, les arbitres nomment eux-mêmes un sur-arbitre ; s'ils ne peuvent s'accorder sur ce choix, ce sur-arbitre est désigné par le tribunal.

Bien que les sentences rendues par les arbitres soient de véritables jugements dont l'appel, s'il y a lieu, est porté devant la cour d'appel, elles n'ont point par elles-mêmes force exécutoire. Déposées au greffe du tribunal de commerce, elles y sont, après transcription pure et simple sur les registres, rendues exécutoires, en vertu d'une ordonnance du président.

Des quatre formes d'association commerciale dont les règles sont tracées par la loi française, les deux premières nous paraissent surtout devoir attirer l'attention des associations ouvrières. Excellente quand il s'agit d'une ou deux opérations de brève durée qui

se doivent exécuter entre deux ou trois personnes, parce que l'absence de toute formalité et le secret même de son existence la rendent d'une application plus immédiate et plus facile, la participation ne saurait convenir à des associations qui veulent se former en vue d'exercer publiquement et pendant un temps fort long une et peut-être plusieurs professions.

Il serait superflu de montrer que la société anonyme, qui ne peut exister sans autorisation préalable du gouvernement et sans avoir réuni des capitaux nombreux, ne convient en aucune façon aux desseins des classes ouvrières. La société anonyme est une machine d'exploitation dans laquelle le travail est toujours sacrifié au capital, et dont les bases, les règles et la constitution auraient besoin d'être remaniées entièrement pour que le peuple pût l'adopter.

La société en nom collectif, qui unit tous les associés dans le lien d'une étroite solidarité, qui rend chacun d'eux indéfiniment et personnellement responsable pour tous les autres, qui permet cependant à des associés trop nombreux de déléguer à ceux d'entre eux qu'il leur plaît de choisir et pour le temps qu'ils jugent convenable, le pouvoir d'administrer et de gérer la chose commune, fidèle image dans la simplicité de sa constitution de l'état républicain, nous paraît le type que les associations ouvrières doivent préférer.

Nous comprenons toutefois qu'en beaucoup de circonstances, la commandite, qui permet aux travailleurs d'associer à leurs efforts, au moyen d'une contribution fraternelle, des hommes qui ne peuvent concourir à l'œuvre entreprise que par une mise de fonds, peut devenir d'un grand secours. La commandite, constituée sur des principes véritablement démocratiques, peut devenir la forme transitoire qui scellera l'union si désirable de la bourgeoisie et du prolétariat.

Une remarque importante, c'est que la culture de la terre n'étant point considérée par nos lois comme un acte de commerce ; les sociétés formées en vue d'une exploitation agricole sont de simples sociétés civiles, dispensées des formalités auxquelles est assujétie l'existence régulière des sociétés en nom collectif et en commandite, et que, dès lors, elles sont simplement régies par les dispositions générales qui forment le droit commun et que nous avons retracées dans notre première partie.

Si chaque membre de notre corps était organisé de manière à pouvoir penser qu'il acquerrait plus de vigueur en attirant à lui la substance de son voisin, il faudrait bien que tout le corps languît et mourût. De même si chacun de nous, n'écoulant que son intérêt personnel, attire à lui les biens d'autrui et en prend ce qu'il peut, la société humaine sera fatalement frappée à mort.

(CICÉRON.)

ASSOCIATION FRATERNELLE DES OUVRIERS ET OUVRIÈRES DE LA CHEMISERIE.

Une association fraternelle de la CHEMISERIE s'est constituée à Paris, le 29 décembre 1848. Cette association se compose principalement de femmes, la plupart mariées ou mineures.

Les fondateurs ont reconnu qu'il y aurait, sinon impossibilité, du moins un danger réel et des difficultés sans nombre à se constituer commercialement.

L'autorisation indispensable pour le mineur et pour la femme mariée, la condition essentielle

d'émancipation, d'âge, d'enregistrement et d'affiches au tribunal du commerce, pour le premier (art. 2 du Code de commerce), la solidarité dont est frappé le mari pour les obligations de la femme en matière commerciale (art. 5), la solidarité que cette même loi établit entre tous les associés, pour les engagements de la société, encore qu'un seul des associés ait signé sous la raison sociale (art. 22), la nécessité et les dangers des échéances à termes fixes, l'encombrement et la dépréciation possible des marchandises, les pertes qui peuvent en être la conséquence; toutes ces raisons ont déterminé les fondateurs de l'association fraternelle des ouvriers et ouvrières de la *CHÉMISERIE* à la constituer *civilement*.

Il est certain que la loi civile, basée sur les principes naturels, sur la loi de nature, est beaucoup plus large, beaucoup plus expansive que la loi commerciale, qui n'est, en effet, qu'une loi d'exception et restrictive. Avec la loi civile, les incapacités disparaissent quand l'incapable n'a éprouvé aucune lésion de l'engagement qu'il a consenti; elles devront surtout disparaître devant une convention sage, loyale et qui, loin d'être onéreuse pour le mineur et la femme mariée, sera comme le contrat d'association basée sur le droit naturel qu'a tout être humain de travailler pour vivre. (Voir, arrêt de la Cour de cassation du 18 juin 1844.)

Ajoutons que le droit de former des associations ouvrières, sanctionné, par le décret du 5 juillet 1848, n'a cependant été ni défini ni formulé. Les travailleurs peuvent donc créer librement la formule qui conviendra le mieux aux opérations qu'ils ont l'intention de faire. La convention, librement consentie, tiendra lieu de loi entre les parties contractantes. Or, l'association fraternelle de la *chemiserie*, s'interdisant tout espèce de négoce et tous actes de commerce, borne ses opérations au *travail industriel* des chemises, caleçons, gilets de flanelle et autres articles de la spécialité. Quant aux matières premières (toiles, calicots, flanelles), l'association les reçoit en *dépôts* et les écoule au prix de fabrique pour compte de fabricant.

Devant de semblables statuts, plus de difficultés, plus d'intermédiaires inutiles. Au fabricant *tout* le produit de sa fabrication, au travailleur-associé *tout* le produit de son travail.

(Communiqué par les directeurs de l'association.)

Nous publierons ces statuts dans notre prochain numéro.

A mesure que l'instruction descend dans les classes inférieures, celles-ci découvrent la plaie secrète qui ronge l'ordre social depuis le commencement du monde; plaie qui est la cause de tous les maux et de toutes les agitations populaires. La trop grande inégalité des conditions et des fortunes a pu se supporter tant qu'elle a été cachée, d'un côté par l'ignorance, de l'autre par l'organisation factice de la cité; mais aussitôt que cette inégalité est généralement aperçue, le coup mortel est porté.

Recomposez, si vous le pouvez, les fictions aristocratiques; essayez de persuader au pauvre, quand il saura lire, au pauvre à qui la parole est portée chaque jour par la presse, de ville en ville, de village en village; essayez de persuader à ce pauvre possédant les mêmes lumières, la même intelligence que vous, qu'il doit se soumettre à toutes les privations, tandis que tel homme, son voisin, a, sans travail, mille fois le surplus de la vie, vos efforts seront inutiles. Ne demandez point à la foule des vertus au-dessus de la nature...

Un avenir sera, un avenir puissant et libre, dans toute la plénitude de l'égalité évangélique; mais il est loin encore, loin au-delà de tout horizon visible. On n'y parviendra que par cette espérance infatigable, incorruptible au malheur, dont les ailes croissent et grandissent à mesure que tout semble fa tromper; par cette espérance plus forte, plus longue que le temps, et que le chrétien seul possède.

(CHATEAUBRIANT. *Essai historique sur la littérature anglaise.*)

Nous nous empressons de relever deux inexactitudes qui se sont glissées dans l'article Associations de notre dernier numéro.

M. Feugueray a donné sa démission de membre du conseil.

La société Remquet a obtenu 80,000 fr. et non 90,000.

VARIÉTÉS.

EN PARTANCE POUR EDEN.

Dans un temps où l'on invente les bateaux à vapeur, les chemins de fer, le télégraphe électrique, la galvanoplastie, le daguerréotype, l'éclairage électrique, la locomotive aérienne et cent autres miracles, dont un homme de génie n'eût pu jadis annoncer la possibilité sans recevoir de l'unanimité des gens sages un brevet de folie, dont on n'eût pu réaliser, il y a quelques siècles, la millième partie sans se voir condamné comme hérétique et brûlé comme magicien; à une époque où cette puissance moderne comme la démocratie, et qu'on appelle la science, découvre les éblouissantes splendeurs d'un avenir à faire pâlir les contes des *Mille et une nuits*; quand la science se simplifie en même temps qu'elle s'élève, de manière à faire pénétrer avec elle les natures les plus simples dans des profondeurs parfaitement inconnues aux plus grands hommes de l'antiquité; certainement les lecteurs du *Travail affranchi* auraient le droit de se plaindre, si nous ne donnions pas à la science et à l'industrie toute la place que laissera libre l'étude des intérêts urgents des travailleurs.

Il convient de s'occuper du présent; il est bon d'aspirer à demi-servage à la dignité d'homme; mais il ne peut être nuisible de savoir un peu où nous arriverons et ce que sera l'avenir. Nous pouvons nous considérer comme étant en voyage; il y a longtemps, bien longtemps que nous sommes partis, si longtemps que nous avons perdu souvenir de notre point de départ; et nous allons loin, bien loin, si loin que nous ne nous faisons pas une idée très exacte du pays où nous allons. Nous voici arrivés dans une hôtellerie où nous demeurerons le temps nécessaire pour régler une certaine affaire litigieuse, qui s'appelle salariat. Nous allons tâcher de nous faire une existence aussi commode que possible, et puis nous emploierons le temps dont notre fameux procès nous permettra de disposer, à prendre des informations sur le pays vers lequel nous marchons depuis six mille ans, au dire des savants. Il y a des gens qui n'en sont pas précisément revenus, mais qui ont été assez favorisés pour jeter, quoique de loin, un regard sur cette terre promise. Nous entrerons en relations avec eux. On a même écrit des livres, un grand nombre de mémoires sur ce paradis terrestre, nous les lirons; je crois qu'on en a donné quelques cartes probablement imparfaites, mais nous en tirerons toujours bien quelques renseignements utiles.

Ah! il paraît que c'est une bien belle, bien riche et bien heureuse contrée que celle vers laquelle nous nous dirigeons. On dit que nous ne pouvons manquer d'y arriver. Il n'y a pas moyen de se tromper, c'est toujours tout droit; et maintenant que nous avons tant de moyens de communication rapide, nous ne saurions tarder à en toucher les frontières. Tous ceux qui en parlent le font avec enthousiasme, et on ne peut les écouter sans éprouver une sensation à laquelle doit beaucoup ressembler celle que ressent un pauvre homme sans ouvrage mis à la porte de son garni et qui, par une soirée froide et pluvieuse, l'estomac vide, couvert à demi, contemple, à travers les vitres, le succulent étalage d'un marchand de comestibles.

Il y a des siècles et des siècles qu'on en raconte ou qu'on en prophétise les merveilles; on

en causait déjà à l'origine des sociétés humaines; toutes les traditions en témoignent. Il y a dix-huit cents ans, des hommes sont venus qui s'en sont fait une idée très haute; nous en avons maintenant une notion plus complète, mais non plus élevée: déjà à cette époque, ils endormaient les douleurs d'une marche séculaire en prophétisant les splendides merveilles de l'avenir. « Il y aura, s'écriaient-ils dans leur saint enthousiasme, des cieux nouveaux et une terre nouvelle. » (Saint Paul). Et en les écoutant, les peuples prenaient en patience les douleurs présentes. « Dieu, ajoutaient-ils, nous a faits rois et prêtres, et nous régnerons sur la terre. » (Saint Jean). Et les opprimés reprenaient courage! « Un jour viendra, disaient-ils encore, où Dieu répandra de son esprit sur toute chair, vos fils et vos filles prophétiseront. » (Actes des apôtres). Et les troupeaux d'humains se consolaient de leur abjection présente.

Et quand un Barde inspiré se taisait, un autre reprenait.

Et des chants prophétiques retentissaient sans interruption, descendant dans l'âme des pauvres humains comme la rosée dans un calice altéré.

« A la fin des temps, l'empire de la terre sera donné aux bons, et ce sera pour eux le commencement de l'immortalité, et comme un premier essai de la jouissance de la vue de Dieu; et n'est-il pas juste qu'ils reçoivent le prix de leurs souffrances dans le même mode d'existence dans lequel ils ont supporté avec courage toutes sortes de maux, et qu'ils règnent dans leur liberté là où ils ont supporté la servitude. » (Saint Irénée.)

« Un temps viendra où la face de la terre sera renouvelée (David). Chaque vigne aura dix mille branches, chaque branche dix mille rejetons, chaque rejeton produira dix mille grappes, chaque grappe dix mille grappes et chaque grappe étant exprimée donnera vingt mesures de vin. Il en sera de même du froment: chaque grain de blé produira dix mille épis, chaque épi dix mille grains et chaque grain dix livres de farine pure; tous les autres fruits, grains et plantes produiront dans la même proportion. Tous les animaux seront pacifiques, ne se nourriront que d'herbages et ne se déchireront plus les uns les autres, et ils seront éternellement soumis à l'homme. » (Saint Irénée.)

« Le loup habitera avec l'agneau, le léopard reposera auprès du chevreau; la génisse, le lion, la brebis se joueront ensemble, et un petit enfant suffira pour les conduire; l'ours et le taureau prendront la même nourriture; leurs petits dormiront ensemble; le lion et le bœuf viendront aux mêmes pâturages. Ces animaux ne nuiront plus et ne tueront plus. » (Saint Irénée.)

« Peuples, écoutez la parole du Seigneur: Je te donnerai des fondements de saphirs, je te parerai de rubis, je bâtirai tes tours de jaspe, tes portes seront ornées de ciselles, ton enceinte de pierres choisies. Je rendrai tous tes enfants disciples de Dieu, et la paix se répandra sur eux comme des flots, et tu seras fondé sur la justice. »

« Je vais créer une Jérusalem pleine de délices et un peuple pour la joie; on n'y entendra plus ni plaintes, ni clameurs; on n'y verra point de vieillard ni d'enfant qui n'accomplisse ses jours; mon peuple bâtera des maisons et les habitera; il plantera des vignes, en recueillera les fruits et en boira le vin. » (Isaïe.)

« Et ils viendront, et ils chanteront les hymnes de louanges, et ils accourront vers les biens du Seigneur, le blé, le vin, l'huile, les brebis fécondes et les grands troupeaux, et leur âme sera comme un jardin arrosé sans cesse, et ils n'auront plus faim désormais. Alors les vierges se réjouiront en chœur, et les jeunes gens et les vieillards, et je changerai leur deuil en allégresse, et je les consolerais, et je les remplirai de joie après leur douleur, et j'enivrerai l'âme des prêtres de mon abondance, et mon peuple sera

béni de mes biens, dit le Seigneur. » (Jérémie.)

Et, d'âge en âge, des voix prophétiques se succédaient, criant : L'âge d'or est devant nous, et de nos jours même cette voix a retenti.

Ils ne se trompaient pas, et ce que les uns ont rêvé, ce que les autres ont cru, aujourd'hui nous le savons.

Vous avez lu ces contes orientaux dans lesquels une imagination féconde s'est plu à réunir de féeriques splendeurs ; vous avez entendu parler de ce luxe prodigieux dont s'entourent les monarques de l'Asie ; il vous est revenu que dans le sombre moyen-âge, des hommes, des magiciens, comme on les appelait, ont rêvé l'empire de l'homme sur les éléments, sur les forces, sur les créatures. Ah ! combien l'imagination des poètes est restée au-dessous de la réalité future ; combien la magnificence impie des despotes est mesquine auprès du luxe trois fois saint dont le plus humble des enfants des hommes sera entouré dans l'avenir ! Les magiciens sont peut-être ceux qui ont vu le plus juste ; oui, l'empire de l'homme doit s'étendre à toutes les forces inanimées ou vivantes qui habitent autour de lui.

Pendant que le peuple sollicite une équitable rétribution de son travail, il y a des gens qui, au sortir de table, les pieds sur les chenets, le cure-dent à la bouche, disent sententieusement entre deux hoquets : « Ce peuple est bien exigeant ! »

Il n'y a qu'une chose qui m'étonne, c'est qu'avec six mille ans de promesses de bonheur, derrière nous, et autour de nous des miracles qui témoignent de la véracité des prophéties, nous mettions encore tant de modération dans nos desirs. Vous demandez le nécessaire, et le superflu ne serait qu'un à-compte !

Echauffez votre âme au contact des grandes pensées, et puis donnez libre essor à votre imagination. Allez ; purgez la terre de toutes les créatures intraitables ; faites de celles qui sont éducatrices des auxiliaires et des amis de l'homme ; où la nature a étendu le désert, plantez un oasis ; faites jaillir des sources vives où il n'y a que terrains arides ; desséchez les marais et dessinez des parcs sur leur ancien emplacement ; transformez le globe lui-même en un jardin somptueux ; où étaient nos villages et nos villes bâtissez des palais féeriques ; couvrez d'habits royaux les pauvres déguenillés ; transfigurez ces visages pâles et amaigris, faites rayonner dans tous les yeux, sur tous les fronts, la joie, la pensée, la noblesse ; multipliez à l'infini les métaux précieux, les pierres rares, les riches tentures ; tarissez toutes les sources de maladies et de discordes ; faites du globe un paradis, des hommes une famille ; amenez toutes les forces du monde à confesser la suprématie de l'homme ; que tout ce qui est et vit se fasse l'agent docile de ses volontés. — Hélas ! il nous reste encore bien des choses à apprendre, et quoi que nous imaginions, nous resterons de beaucoup au-dessous de ce qui sera.

Qui nous conduira dans cet Eden ? Est-ce une femme ? est-ce une fée ? L'antiquité lui eût décerné des autels ; elle eût institué des fêtes en son honneur et donné son nom à une étoile de première grandeur, sinon même à une constellation. Mais l'antiquité ne l'a pas précisément connue. La bonne déesse est née récemment, en même temps que le peuple ; c'est comme le peuple une parvenue ; mais ce qui fait d'elle un suprême éloge, c'est qu'elle n'a pas oublié son passé.

Elle se rappelle très bien qu'elle a partagé les misères du peuple, qu'elle a eu faim et froid avec lui, que, comme lui, elle a ensanglanté ses pieds nus dans des marches forcées de jour et de nuit. Du temps que le peuple n'était encore qu'une chose et subissait toutes les avanies, la pauvre femme avait elle-même une existence bien dure ! Combien d'années de prison a-t-elle faites ! Combien de fois a-t-elle subi la torture ; combien de fois les bourreaux du peuple, qui étaient les siens aussi, ont-ils fait de ses mem-

bres palpitants des espions et des faux témoins déposant contre son innocence ! Combien de fois ne l'ont-ils pas forcée à se renier elle-même ; mais à peine relevée du lit de douleurs, elle rétractait ses rétractations et s'écriait : *Et cependant elle tourne !* Elle est sortie du peuple, elle n'a reçu d'aide que de lui, aussi a-t-elle pour le peuple un amour infini. Il est vrai que plus d'une fois ses persécuteurs ont changé en malédictions les bienfaits qu'elle voulait répandre sur les pauvres ; mais le peuple, qui ne s'y trompait pas, s'est toujours laissé aller au secret attrait qu'il a pour elle dès l'enfance. C'est maintenant une grande dame, mais le peuple est Roi. Les parties se conviennent, et nous ne saurions tarder à assister au mariage du peuple et de la SCIENCE.

Oui, peuple, c'est la science qui te mènera au bonheur ! N'écoute pas ceux qui te disent que la science est une vieille, sèche, fière, prétentieuse et d'un caractère acariâtre ; ce sont des imposteurs. La science est belle d'une beauté divine, et, comme la tienne, sa jeunesse est éternelle ; la science est aimable, la science est bonne et simple et d'un accès facile ; elle met sa joie à se faire toute à tous, et si on essaie de l'éloigner d'elle, c'est qu'ils savent bien que la génération qui naîtra de l'union du peuple et de la science ne sera pas une portée de chiens, mais une nichée d'aigles !

Le Travail affranchi s'efforcera de rapprocher le jour des fiançailles en tenant ses lecteurs au courant des découvertes scientifiques. Est-il besoin de dire quelles vues nous guideront dans les choix que nous ferons nécessairement parmi les travaux de chaque jour ? On a compris que nous ne parlerons que des choses dignes du peuple, c'est-à-dire de celles qui sont dans la voie de l'avenir. Nous ferons mieux, nous vous mènerons directement en EDEN. Il est vrai qu'il y a loin, mais nous nous y rendrons en ballon.

VICTOR MEUNIER.

FEUILLETON.

HISTOIRE POLITIQUE ET PHILOSOPHIQUE DES ABEILLES.

(Suite. — Voir le numéro du 7 janvier.)

Guerre aux mâles, mort au parasitisme, porte le second article de la charte des abeilles. Une explication préalable de plusieurs colonnes est indispensable pour l'intelligence de ce paragraphe.

La société des abeilles est une communauté féminine qui offre un assez grand nombre d'analogies avec le couvent de religieuses, mais qui diffère néanmoins de cette institution par des caractères essentiels. Ainsi, l'abeille est habile comme la nonnette dans l'art de fabriquer les douceurs (miel, sirops, confitures). Comme la nonnette, elle fait vœu de chasteté, et l'observe. De mauvaises langues, comme j'en connais beaucoup, ajouteraient qu'il existe une certaine similitude entre le caquetage des vierges embéguinées et l'éternel bourdonnement des abeilles ; entre le penchant à la médisance remarqué quelquefois chez les unes et la disposition à piquer trop prononcée chez les autres. L'analogie, en tout cas, s'arrête là. Il n'y a rien de commun entre la ruche où tout est joie, bonheur, travail utile... et le couvent où tout est contrainte, tristesse, travail improductif. Je dirai encore que chez les religieuses l'autorité suprême appartient à la plus sage, et chez les abeilles à la plus féconde, ce qui n'est pas la même chose. J'ajoute enfin que jamais communauté de femmes n'a pris pour devise : haine aux hommes, comme ont fait les abeilles, dont toute la politique pivote sur le mépris de ce sexe inférieur.

Et hâtons-nous de le proclamer bien vite ; cette haine et ce mépris vigoureux sont fondés chez l'abeille. C'est une conséquence fatale de son amour passionné du travail.

Dans cette espèce, en effet, la femelle seule est armée pour le travail et pour la guerre. Le mâle n'est armé que pour l'amour. Dès que sa mission

amoureuse est remplie, le mâle est de trop dans la communauté. La constitution ordonne qu'il périsse ; loi barbare, mais sage.

Car le privilège de fainéantise, ne l'oublions jamais, est le principe de toute misère et de toute tyrannie. La Sagesse des nations proclame depuis des temps infinis que l'oisiveté est la mère de tous les vices. Saint Paul, saint Mathieu, Jean-Jacques Rousseau et tous les pères ont prêché, ont écrit que celui qui ne travaille pas est un frêlon (fripou) qui vole le bien d'autrui, un misérable indigne de vivre. Les abeilles, en exécutant sans pitié la sentence de mort contre les fainéants, ne font donc qu'appliquer les doctrines des apôtres Jean-Jacques et saint Paul. Ce sont des logiciennes de l'école des Bonald et des de Maistre. Je comprends leur théorie des rigueurs salutaires, si je ne l'approuve pas.

Au lieu de trancher le mal dans sa racine, valait-il mieux laisser se constituer à côté de la caste laborieuse une caste de fainéants, qui se fut arrogé peu à peu le privilège insolent de vivre sans rien faire et de consommer sans produire, qui eût érigé en principe l'exploitation de l'homme par la bête, et qui plus tard eût argué de l'antiquité de son usurpation pour la proclamer légitime. Je n'ai pas d'opinion sur cette question brûlante que l'abeille a résolue par la négative ; mais je me sens disposé à accorder une autorité immense à l'opinion de l'abeille.

Ainsi, comme on le voit, les mystères les plus noirs se débrouillent sans peine à l'aide d'un peu de bon sens et d'impartialité. Ici c'est l'amour du travail, c'est-à-dire la plus noble et la plus sainte des passions, qui commande l'extermination du parasitisme, qui justifie l'emploi de ces moyens violents qui nous répugnent si fort. A présent, c'est l'intérêt de la pudeur et de la chasteté elle-même qui va nous faire comprendre l'utilité notable du séral masculin.

Il existe trois sexes dans la famille des abeilles, comme dans la langue latine, le féminin, le masculin et le neutre. A chacun de ces sexes correspond une caste. Il va sans dire que dans une communauté de femmes, c'est le caractère de la féminité, c'est-à-dire de la puissance génitrice qui distribue les rangs.

La première caste, celle qu'on a si ridiculement appelée la caste des Reines, est, à proprement parler, celle des Mères, autrement dite la caste des vraies femelles, des femelles complètes. L'autorité suprême dans la république des abeilles est élective et temporaire. Mais cette élection ne se fait pas comme chez nous ; c'est Dieu qui se charge de désigner la candidate ; le peuple des abeilles ne fait que sanctionner le choix de Dieu. Le grand saint Basile, déjà nommé, émet, au sujet de ce mode d'élection supérieur, qui se rapproche assez de l'acclamation Saint-Simonienne, une foule de réflexions judicieuses. On croyait encore, du temps de saint Basile, et malgré le glorieux exemple de la reine de Babylone, que les rois seuls étaient appelés à gouverner les peuples ; les hommes ont eu beaucoup de peine à revenir de ce préjugé absurde. Le roi des abeilles, écrit donc l'homme de Dieu, n'est pas élu par les suffrages du peuple, parce qu'il arrive souvent qu'une plèbe inexperte (*plebs imperita*), défère l'autorité aux plus indignes. Il n'est pas non plus l'élu du sort, parce que le sort peut désigner un très mauvais (*pessimum*). Les abeilles ne veulent pas davantage de la monarchie héréditaire, parce que les héritiers d'un trône sont presque toujours des méchants ou des sots adonnés au luxe et disposés à nourrir un tas de vils flatteurs. Saint Basile pense comme moi que ces petites créatures sont pleines de bon sens...

En conséquence, l'autorité chez les abeilles appartient à la capacité... *abdominale* ; c'est là le cachet de l'élection divine. La reine des abeilles *poud* et ne *gouverne* pas.

Cette prétendue souveraineté, que les ignorants lui décernent, est tout simplement le monopole de la maternité, et ce n'est pas une sinécure, comme les autres royautés, et la titulaire s'en acquitte en conscience, pondant 26.000 œufs à l'année, pondant neuf mois sur douze.

Ce titre de génitrice universelle et de conservatrice de l'espèce donne, au surplus, à celle qui en est revêtue, droit aux plus grands honneurs. Elle habite un palais vaste et splendide, bâti en forme de stalactite au centre de la ruche, et les salutations empressées des populations l'accueillent sur son passage, chaque fois qu'elle quitte sa demeure pour aller se livrer à ses fonctions augustes. C'est un tableau touchant que de voir les abeilles ouvrières se presser avec amour autour de leur souveraine, la caresser, lui lustrer les ailes et lui offrir au bout de leur trompe le miel le plus exquis. Ces habi-

tudes de vénération pour la femelle mère ne sont pas, du reste, particulières à la tribu des hyménoptères (nom savant de l'abeille). Nous verrons un jour, dans l'histoire des fourmis, que les jeunes personnes de *sang noble* qui se trouvent dans la position intéressante si souvent mentionnée par les journaux anglais sont, depuis des temps infinis, dans l'usage de se faire voiturier en palanquin, li tière de promenade *portée par des esclaves*. Les fourmilières sont des républiques dont les législateurs ont calqué plusieurs constitutions de l'antiquité, notamment celle de Lycurgue. On trouve dans les républiques de fourmis des castes de guerriers, de vestales et de travailleurs, des nobles, des vilains et des *ilotes* (esclaves faits à la guerre).

La reine des abeilles surpasse tout son peuple en ventre et en beauté, comme la nymphe Calypso surpassait ses compagnes. Si ses sujettes l'entourent d'un respect si affectueux, c'est à la condition qu'elle se montrera toujours la première esclave de la constitution. A peine es-ai-elle, en effet, de se soustraire à ses devoirs, que le langage de l'affection cesse pour faire place au langage sévère de la réprimande et à la correction. Le peuple des abeilles ne badine pas, comme les assemblées nationales, avec les atteintes portées à la constitution. Le nombre des cellules royales ne s'élève jamais à plus de vingt dans une ruche peuplée de vingt mille habitants et plus.

La seconde caste est celle des *neutres* ou des *ouvrières* qui composent, comme partout, le vrai peuple, le peuple des travailleurs, le peuple qui bâtit les cellules, qui recueille le miel et la cire, qui nourrit au biberon la nouvelle famille procréée par la Mère. Vous aussi, pauvres travailleurs humains des cités et des champs, c'est vous qui nourrissez l'espèce, qui bâtissez les palais, qui recueillez le miel; seulement vous n'habitez pas les palais que vos mains ont bâtis, et vous ne mangez pas le miel que vous avez recueilli. C'est toute la différence qu'il y a entre les abeilles et vous, du moins tant que vous vivent les abeilles.

Ces abeilles ouvrières sont des femelles incomplètes auxquelles il ne manque qu'une éducation royale pour devenir des reines. La preuve qu'elles sont de la pâte dont on fabrique celles-ci, c'est que, quand par hasard, les larves royales perdent la vie en nourrice, il suffit d'agrandir la cellule d'une simple ouvrière et d'en nourrir l'habitante avec une préparation culinaire *ad hoc*, pour métamorphoser l'abeille neutre en femelle complète. On cite même des cas où ces prétendues neutres ont poussé l'amour de la conservation de leur espèce jusqu'à procréer des mâles de leur chef. Ainsi, l'on voit parfois la tendresse maternelle se développer avant l'âge chez la vierge impubère et lui donner, par une sorte de miracle d'amour, la faculté d'allaiter le marmot confié à ses soins. Baudeloque a observé le phénomène à Paris chez une petite fille de huit ans. Le cœur de la femme est un foyer d'amour maternel qui ne s'éteint pas même avec l'âge. Le même miracle qui donne les privilèges de la maternité à l'enfant de huit ans, les rend à la grand-mère en faveur de ses petits-fils.

On sait, ou l'on ne sait pas, que d'illustrissimes physiologistes, comme Burdach et Carus, qui partagent l'opinion des abeilles sur la supériorité du sexe féminin, en général, ont tiré de cette faculté de procréation spontanée dévolue aux abeilles neutres, un argument tout-puissant à l'appui de leur thèse... Ils ont soutenu qu'un mâle, que la première venue peut pondre par l'effet de sa simple volonté, ne peut pas raisonnablement se prétendre l'égal d'une femelle dont la procréation exige toujours et partout le concours des deux sexes... et ma logue, hélas! cherche vainement une objection plausible contre cet argument victorieux.

La proportion du nombre des ouvrières dans la ruche est de dix-neuf et demi sur vingt.

La troisième caste est celle des mâles ou des bourdons. C'est une pénible étude que celle de cette tribu malheureuse, et j'avoue m'en être retiré plus d'une fois, profondément humilié pour mon sexe.

Euripide, le tragique grec, regrettait amèrement que le concours de la plus belle moitié du genre humain fût indispensable à la continuation de l'espèce. Les abeilles ouvrières ne font que répéter du matin au soir, mais en la retournant, l'imprécation de l'auteur de la Médée. Elles ne veulent pas croire à la nécessité du mâle; elles le considèrent comme une des erreurs de la nature; si elles consentent à le subir, c'est uniquement à titre de mal nécessaire et qu'il est prudent d'extirper au plus vite. En conséquence, elles relèguent la caste impure dans une enceinte particulière de la cité (le harem). Là, les infortunés parias attendent qu'il plaise à leur gracieuse souveraine jeter à l'un d'eux le mouchoir, et

que le signal du bonheur d'un seul devienne le signal de l'extermination de tous.

L'élection du favori a lieu par une chaude matinée de printemps, au beau milieu des airs, où la sultane entraîne le tourbillon de ses servants d'amour; et comme les preuves de sa faiblesse sont immédiatement visibles, son retour à la ruche est le signal du massacre général des mâles. Cette Saint-Barthélemy dure quelquefois trois mois, de juin à la fin d'août.

On a calculé qu'il fallait dans chaque république une moyenne de quatre à cinq cents mâles pour assurer le service d'amour. Je ne me récrie pas contre l'immoralité de ce chiffre, de beaucoup inférieur à celui des odalisques du sage roi Salomon. Je fais seulement observer que je ne me suis pas trop avancé en affirmant tout à l'heure que les orgies amoureuses de l'abeille surpassaient en atrocité grandiose celles de Cléopâtre et des Marguerite de Bourgogne; car jamais, que je sache, on n'a reproché à ces dames d'avoir fait mettre à mort deux ou trois cents amants d'un seul coup, après en avoir abusé.

Les hommes ont été bien loin dans leur injustice à l'égard de la femme, refusant la possession d'une âme à celles dont ils tenaient la vie et leur interdisant le droit d'assister aux clubs, où j'aimais tant à les voir; mais je ne suis pas certain que les femelles d'abeilles n'aient pas dépassé encore dans leur conduite vis-à-vis de l'autre sexe la mesure de ces iniquités.

Pauvres bourdons, pauvres victimes du sort et qui ne sont pas coupables de s'être donné leur sexe, il n'est sorte d'avaries qu'on ne leur fasse subir. On oublie de les pondre!... On a vu d'orgueilleuses mères refuser de se déranger pour de si petites gens et se décharger sur les ouvrières de cette besogne ingrate.

Pour justifier leurs meurtres, les abeilles ouvrières, qui sont les exécutrices des hautes œuvres de la ruche, invoquent d'abord l'argument de la nécessité qui les condamne à se débarrasser des bouches inutiles, ainsi que la chose se pratique parmi les hommes dans les villes assiégées. Elles prétendent, avec quelque apparence de raison, que la paresse, pour laquelle on peut admettre des circonstances atténuantes sous le régime du travail répugnant, ne peut avoir d'excuse sous le régime du travail attrayant. Elles ajoutent que l'amour n'a plus d'objet quand la fécondation a eu lieu, et que l'amour qui dégénère en passion de luxe ne tarde pas à engendrer les plus grandes calamités pour l'ordre public. Elles prouvent, par la citation de l'exemple du magasin de modes de Paris, que la présence des mâles dans le voisinage des vierges a toujours été cause d'une foule de distractions dangereuses et qu'il importe d'éviter dans l'intérêt du travail. A l'appui de leur système de séquestration et de suppression des mâles, elles donnent une foule d'autres excellentes raisons tirées de l'expérience des désordres de tout genre qui résultent de la confusion des sexes dans les établissements industriels. Il est de fait que de prétendues neutres qui ont la faculté de se métamorphoser en reines et de procréer des mâles en un besoin pressant, ne sont pas tellement neutres, qu'elles ne puissent être tentées de se rappeler leur véritable sexe, et qu'il est sage à elles d'éviter toute occasion de péché.

Elles ajoutent d'ailleurs, avec une sérénité d'âme qui me passe, que cette mort qu'elles infligent aux mâles n'est nullement douloureuse à ceux-ci, que les mâles s'y attendent et en ont pris d'avance leur parti. Les cuisiniers en disent autant des écrevisses qu'ils font cuire toutes vives; je voudrais avoir l'opinion de l'écrevisse qui cuit pour savoir à quoi m'en tenir sur la valeur de l'assertion des cuisiniers.

Ce n'est pas moi qui me refuserai jamais à reconnaître tout ce qu'il y a de sérieux et d'acceptable dans les arguments invoqués par les abeilles en faveur des institutions du sérail masculin et de la Saint-Barthélemy des bourdons. Néanmoins, je me permettrai de dire aux mâles de l'espèce humaine et aux femelles de l'espèce des abeilles qui abusent si cruellement de la supériorité physique et intellectuelle de leur sexe:

O hommes qui parlez de liberté et de bonheur et qui ne comprenez pas encore que votre bonheur dépend de la liberté de la femme, je ris de vos illusions...

O abeilles femelles qui portez sous vos paletots des armes prohibées et qui avez conservé la funeste habitude de trancher par le glaive la question de la faim... ne vous enorgueillissez ni les unes ni les autres de la sagesse de vos institutions sociales, car vous êtes bien loin encore des institutions d'harmonie. L'harmonie n'est que là où les

sexes sont égaux et s'adorent mutuellement au lieu de s'asservir et de s'assassiner, que là où le bonheur de chacun se fonde dans le bonheur de tous. L'harmonie ne vit pas dans la société des bourreaux!

A. TOUSSENEL.

(La suite au prochain numéro.)

Les pauvres femmes de la Salpêtrière, âgées de plus de 70 ans, et qui peuvent à peine manger la viande *incuite* qu'on leur distribue, viennent de voir diminuer d'un demi-poisson, à partir du 1^{er} janvier 1849, la petite quantité de vin que leur accordait l'administration des hospices.

Veillez bien, en donnant de la publicité à cette note, faire savoir au peuple comment on traite les pauvres femmes parmi lesquelles il compte une mère ou une sœur.

REVUE POLITIQUE.

Les choses ont peu changé dans la sphère du pouvoir depuis la révolution dernière, les hommes encore moins. C'est toujours la même impuissance de la vieille politique en face des périls de la situation financière, toujours la même horreur de l'initiative et des réformes radicales qui, seules, cependant peuvent prévenir la crise redoutée.

Le chef nominal du cabinet régnant s'appelle M. Barrot; c'est une doublure de M. Thiers, c'est le même qui s'appelait Péthion, il y a cinquante ans. Cet avocat verbeux, qui passa quarante ans de sa vie à démolir tous les gouvernements de son choix, a été touché, à ce qu'il paraît, de la grâce d'en haut sur la route du ministère, comme autrefois saint Paul sur la route de Damas, et l'ardent néophyte n'aspire plus, dit-on, qu'à encenser ce qu'il avait brûlé, qu'à brûler ce qu'il avait si longtemps adoré. Dieu fit du repentir la vertu des mortels.

Une conversion si touchante, si désintéressée surtout, devait attirer sur M. Barrot les bénédictions du ciel. Depuis vingt jours, en effet, qu'il siège sur le banc de douleur, M. Barrot n'a encore eu que deux ministres tués sous lui, M. Malleville, de l'intérieur, et M. Bixio, du commerce, et tous les diseurs de bonne aventure politique, un peu bien informés, lui assurent encore quinze grands jours d'existence.

Quinze jours de pouvoir, c'est deux fois plus de temps qu'il n'en faut pour sauver la patrie; puisque Turgot ne demandait pour cela que cinq jours. Et Turgot était seul, tandis que M. Barrot s'avance vers son œuvre, escorté d'un noyau de fidèles, jeunes, ardents, dévoués à la chose publique comme lui. Citons Léon Faucher, Buffet, Lacrosse, Drouyn, Falloux, noms glorieux et chers à la France.

Où la fortune de la France ne monterait-elle pas quand neuf ou dix capacités de cet ordre poussent ensemble à sa roue?

Comment la blonde Cérès, déesse des moissons, refuserait-elle ses faveurs aux laboureurs de la France, quand l'agriculture a pour chef un légiste à gants jaunes. Comment toutes les prospérités ne tomberaient-elles pas à la fois sur le sol du pays, quand la marine a pour Colbert un ancien officier de la garde nationale, ami de Lafayette; quand les finances sont confiées à un économiste, membre de l'Institut moral, les travaux publics à un loup de mer!

Dites si la France de Février pouvait remettre l'éducation de ses fils en des mains plus pieuses et plus dignes que celles du grand maître actuel de l'Université, un légitimiste de la veille, un homme nourri des plus saines doctrines dès l'âge le plus tendre et qu'ont tenu sur les fonts baptismaux du ministère le révérend père Montalembert et le révérend père Dupanloup!

Le seul malheur à redouter en ceci, c'est que ce pays envieux, qui a peur de tous les grands talents, n'accorde pas même à cette brillante pléiade d'hom-

mes d'Etat le peu de jours de pouvoir qu'il leur avait promis. Nous tremblons à toute minute, en écrivant ces lignes, d'apprendre, par la voie d'un de ces journaux qui se lèvent à la même heure que les oiseaux sinistres... que le ministère Barrot-Buffet-Falloux, trop fortement ébranlé par une coalition de jaloux, a passé de vie à trépas. Dieu veuille avoir son âme ! Ceux-là, du moins, s'ils n'ont rien fait pour la France, auront l'excuse de dire qu'on ne les a pas laissés faire.

Le commérage politique de la dernière quinzaine a principalement roulé sur les causes de la démission de M. Léon de Malleville, le premier ministre de l'intérieur du gouvernement présidentiel. La grande presse, suivant son invariable usage, a brodé sur ce thème une foule de commentaires éminemment variés, une foule de versions qui se ressemblent peu. La plus grande contradiction observée est entre la version des feuilles bonapartistes et celle des journaux de M. Thiers.

Par exemple, ceux-ci affirment que M. Léon de Malleville est un homme des vieux jours, quelque chose de plus élevé dans l'échelle des gens de bien que défunt Caton le censeur et feu Cincinnatus, pour tout dire, en un mot, un ministre qui a mieux aimé lâcher son portefeuille que de livrer au président de la République certains cartons de l'intérieur contenant les dossiers des affaires de Strasbourg et de Boulogne.

Les journaux bonapartistes racontent différemment la chose. Les journaux bonapartistes laissent de côté, pour le moment, les dossiers de 1836 et de 1840 ; mais ils insinuent traitreusement que des dossiers concernant le complot bonapartiste de 1839 existaient autrefois au ministère de l'intérieur, qui n'y existent plus depuis très peu de temps. Ils n'accusent pas précisément M. Léon de Malleville de les avoir fait disparaître, mais ils donnent à entendre que cet ancien ami de M. Thiers, aurait bien pu avoir quelque intérêt à procéder ainsi, attendu que lesdits dossiers égarés devaient contenir la preuve secrète que deux anciens ministres de Louis-Philippe auraient joué en 1840 vis-à-vis de l'ex-prince Louis, le rôle d'agents provocateurs. Ce qui expliquerait naturellement le désir qu'aurait manifesté l'ex-détenu de Ham, devenu président de la République française par la grâce du peuple, de consulter ces documents, afin de savoir au juste à quelle date remontait l'affection de ses nouveaux amis. Si la demande de communication a été conçue en termes un peu vifs et frisant le style impérial, cela vient uniquement du grand désir qu'avait le prince de savoir à quoi s'en tenir sur la sincérité de cette affection.

Et les mauvaises langues d'aller leur train de part et d'autre, et les démentis, les contre-démentis et les injures de pleuvoir dru comme grêle et de se croiser chaque matin et chaque soir dans les colonnes de chacun des organes des partis. Le procès en est là...

Les badauds sont fort intrigués de savoir la façon dont se dénouera ce scandale qui cause des insomnies atroces à ce pauvre M. Barrot. M. Barrot ne voit rien dans ces cancans indignes que de nouvelles causes de déconsidération pour le pouvoir, cette idole si douce et si chère qu'il aime de toute l'ardeur des récentes affections.

Pendant que les Athéniens de Paris s'amuse à ces bagatelles et se demandent gravement quels motifs a pu avoir Alcibiade pour couper la queue à son chien et pour s'habiller en officier de garde nationale le jour de la revue, Nicolas de Russie s'approche insensiblement des frontières de la Révolution, à la tête des nouveaux Barbares.

L'autocrate ayant oui dire à l'empereur Napoléon que l'Europe, avant cinquante ans, serait cosaque ou républicaine, désire naturellement que l'Europe soit cosaque, et il agit en conséquence. Pour que la chose arrive, il faut qu'il détruise la République, sa rivale ; il faut qu'il se délivre de cet éternel cauchemar qui pèse sur sa poitrine et trouble le repos de ses nuits.

Donc, l'autocrate a fait alliance avec tous les souverains révoltés contre leurs peuples ; il a donné la main aux Frédéric de Berlin, aux Ferdinand de Naples et aux Ferdinand d'Autriche, à tous les tyranneaux d'Italie et d'Allemagne ; il a décoré de ses ordres les bourreaux de Prague et de Vienne. Sa manœuvre est d'entourer la France d'une chaîne hérissée de canons, pour concentrer d'abord, puis après pour éteindre le foyer d'incendie. Il n'a pas encore déclaré la guerre à la République française par parole, il se contente de la lui déclarer tous les jours par actions et par omissions. Il a juré surtout de ne tolérer aucune infraction aux traités de 1815, ces bases essentielles du droit barbare européen.

Or, le citoyen Ledru-Rollin, amené à la tribune par un sentiment ardent d'orgueil national et de patriotisme, a demandé compte, l'autre jour, au gouvernement de son attitude par trop humble vis-à-vis de l'autocrate. Le citoyen Ledru-Rollin s'est permis de qualifier en termes énergiques l'incroyable quiétude des ministres de la Révolution de février en présence des orages qui s'annoncent de toutes parts sur l'horizon de la politique extérieure et qui ne peuvent tarder à crever.

M. Drouyn de L'Huis, c'est le nom du Richelieu des affaires étrangères, a répondu à cela, en langue diplomatique, que la sagesse humaine consistait à savoir souffrir ce qu'on ne pouvait empêcher, et que les guerres étaient, à son avis, des opérations désastreuses exerçant généralement sur les fonds publics une influence néfaste.

M. Odilon Barrot a ajouté que c'était un bien triste moyen de réhabiliter le pouvoir que de jeter sans cesse des bâtons dans les roues du ministère, et de l'accuser, lui, le chef du cabinet actuel, d'avoir volé à M. Guizot et à M. Thiers leur système d'aplatissement continu en matière de politique extérieure.

L'Assemblée nationale s'est déclarée satisfaite de ces explications. La discussion provoquée par les interpellations du citoyen Baune en est demeurée là.

M. Francisque Bouvet, représentant du peuple, un de ces damnés utopistes qui poursuivent le rêve de l'abbé de Saint-Pierre, la réalisation de la paix universelle, a présenté au comité des affaires étrangères une proposition tendant à faire adopter aux divers gouvernements européens la mesure d'un désarmement général...

M. Sarrans jeune, que nous nous ennuyons d'entendre nommer ainsi depuis 1815, a combattu victorieusement cette utopie en démontrant les immenses bienfaits que la guerre a rendus au genre humain en général et à l'Angleterre en particulier. C'est la guerre qui a enrichi cette nation modèle ; c'est la guerre qui retrempe l'énergie des peuples, témoins l'Irlande, la Pologne ; c'est la guerre qui met obstacle au développement excessif de la population, etc., etc.

M. Heckeren a soutenu la même thèse en prouvant que la guerre est nécessaire pour donner champ aux passions légitimes de l'homme...

Depuis l'Ode à la peste et le poème de Fracastor sur les avantages de certaine maladie secrète, nous n'avons pas entendu de dithyrambe plus chaleureux et mieux motivé en faveur des bons principes...

Par le chemin de fer du Nord sont rentrés en France, l'autre semaine, plusieurs petits ministres du dernier gouvernement, contre lesquels la justice de la Révolution de février a déclaré n'y avoir lieu à suivre. M. Guizot ne nous est revenu qu'en esprit par un très mauvais livre, qui s'est vendu en quelques jours à plusieurs milliers d'exemplaires. Louis Blanc et Caussidière ont jugé prudent, comme M. Guizot, de ne pas quitter Londres.

Les conseils de guerre ont continué de condamner les condamnés de juin, (lire le procès du prévenu Barthélemy, où le bon droit et l'éloquence de la raison et du cœur n'ont pas été du côté des accusateurs.)

Le citoyen Barthélemy, qui a, du reste, avoué tous les faits à lui imputés, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité, malgré tous les efforts et toute l'habileté de son défenseur, M^e Dain, représentant du peuple.

Un spectacle bien fait pour consoler les cœurs chrétiens, au milieu de tous ces sujets d'affliction, de deuil et de terreur, est de voir comme la peur est puissante pour ramener au bercail de l'église catholique ses ouailles égarées. Il fut un temps, sous le règne regretté du bon roi Charles X, où la foi faisait bien des miracles, le temps où la foi distribuait l'or, les pensions, les grades, où l'on vit l'ex-troupier incrédule se faire baptiser jusqu'à six fois par an dans la sainte ardeur de son néophytisme. Nous tenons cependant qu'en cet âge des bonnes mœurs, l'église catholique a eu peut-être moins de conversions éclatantes à enregistrer qu'aujourd'hui.

Plaçons au premier rang de ces conversions éclatantes la conversion du Constitutionnel et celle du Journal des débats, deux Voltairiens de la veille, la conversion de M. Thiers et celle de l'auteur de l'Âne mort. Hélas ! la foi catholique est si vive aujourd'hui et incendie tant de cœurs, que c'est à peine si le public s'occupe de ces conversions édifiantes qu'on n'eût pas manqué de considérer comme des miracles, il y a douze ou quinze ans. Quoi de plus consolateur et de plus réjouissant à la fois, je le demande, que ce tableau du Constitutionnel affaibli par les ans et s'approchant, clopin-clopant, de la sainte Table ; de M. Thiers, revenu des fausses grandeurs et des vanités de ce monde, et cherchant un refuge dans le sein de son Dieu... Quoi de plus contagieux que l'exemple du feuilletonniste viveur, jetant là son Horace pour savourer en paix les mystiques beautés du Parfait séminariste ! Quoi de plus dramatique et de plus imprévu que ces actes de contrition des Débats, confessant in extremis l'ignorance de ses savants et la faiblesse de ses forts, s'en remettant à la Providence du soin de sauver la patrie, et invoquant dans sa suprême détresse l'exergue des écus de cent sous : Dieu protège la France !

Mais voici que l'attendrissement nous gagne et voile nos paupières. Finissons-en sur l'heure pour rester maître de nous.

A. T.

P. S. Vendredi soir. Grande bataille parlementaire. Discours énergique du citoyen Pierre Bonaparte en faveur de la République. L'Assemblée nationale, à la majorité de 404 voix contre 401, déclare prendre en considération la proposition Râteau, qui invite l'Assemblée à se dissoudre au plus vite.

ASSOCIATION GÉNÉRALE POUR LA PROPAGANDE SOCIALISTE.

Nous recevons des membres du comité provisoire de l'Association générale pour la propagande socialiste, la pièce suivante, avec prière de l'insérer dans nos colonnes :

Art. 1^{er} Il est formé à Paris, en France, et plus tard il sera institué à l'étranger une Association générale pour la propagande parlée et écrite des principes de la démocratie sociale.

2. L'Association a pour but de propager à Paris, en France et à l'étranger tous les ouvrages, toutes les brochures, tous les journaux indistinctement qui traitent du socialisme. Elle se propose en outre de répandre dans la capitale et dans les départements les idées sociales, sans distinction de sectes ni d'écoles, au moyen de missionnaires socialistes. Elle se chargera, en outre, de rendre sérieuse l'organisation démocratique du jury, en assurant aux travailleurs désignés par la loi la rétribution nécessaire oubliée par la loi.

3. Tout citoyen voulant l'émancipation des classes laborieuses, peut faire partie de l'association.

4. Le prix de la cotisation est fixé au minimum à 50 centimes par mois.

5. Un comité central provisoire est formé à

Paris; il se compose des premiers membres qui ont adhéré aux présents statuts et y ont apposé leur signature.

6. Ce comité sera définitif lorsque l'Association aura réuni, à Paris, au moins deux cents signataires. Une convocation générale aura lieu, et les membres du comité définitif seront élus à la majorité des voix par les membres de l'Association. Néanmoins, à partir du présent jour, l'Association est considérée comme formée, et elle fonctionne en se conformant aux dits statuts.

7. Il sera établi dans chaque département un comité central, soit quatre-vingt-cinq comités correspondant directement avec le comité central de Paris. Ces comités seront chargés d'organiser ou d'aider à l'organisation des sous-comités d'arrondissement et de canton. Les comités centraux de département recevront les communications et les cotisations des sous-comités d'arrondissement et de canton et les enverront au comité central du département de la Seine, siégeant à Paris.

8. Les cotisations pour le département de la Seine seront reçues dans les lieux ci-dessous désignés : au siège de l'Association, rue Coquillière, 15; à la République, rue Coq-Héron, 3; au Peuple, id.; à la Démocratie pacifique, rue de Baune, 2; chez Audry, rue Bellefonds, 30, et dans les quatorze comités d'arrondissement dont les adresses seront données ultérieurement.

9. Tous les mois il sera rendu compte dans les journaux démocratiques des opérations de la société.

10. Les présents statuts seront révisés en assemblée générale, qui aura lieu comme il est dit à l'article cinquième.

11. Le siège de l'Association est provisoirement établi, 15, rue Coquillière.

Les membres du comité provisoire :

Pierre Leroux, Bernard, Gamet, Jean Macé, Edouard Hervé, Audry, Guillard, Auguste Blum, A. Lefauve, Gautier, J.-A. Langlois, Brunier, E. Barreste, Alfred Darimon, L. Vassbenter, Tessie du Motay, Félix Tourneux, J. de Filippi, Mirosławski.

Nous reproduisons avec plaisir la lettre suivante des membres de l'Association fraternelle des tourneurs en chaises :

« Citoyens, nous vous présentons le programme de notre association, vous priant de l'insérer.

« Comme les autres corps d'état, les ouvriers tourneurs en chaises ont commencé leur association, qui s'étendra selon que le succès le permettra, et qui s'empressera de donner la main aux autres associations.

« Nous avons fait de grands efforts pour réussir; car nous ne voulons pas nous assujétir au capital nous voulons être par nous-mêmes, et nous délivrer par le travail organisé. Pour nous la fraternité bat monnaie; elle encourage l'esprit et le cœur, elle soutient le talent et l'espérance.

« Avec l'association ainsi comprise, nous croyons que les ouvriers parviendront à combler l'abîme des révolutions.

« Alors on ne verra plus le père dans l'affreuse nécessité de recourir aux barricades, espérant trouver ainsi du pain pour ses enfants.

« Mais patience, nous leur donnerons non-seulement la nourriture du corps, mais en même temps celle de l'esprit, car l'ignorance est la cause première de tous les maux.

« Frères, le moment des grandes épreuves est venu. Ecrivains, artistes, industriels, partisans de la démocratie sociale, unissons-nous pour l'œuvre commune. Vous semez et nous cultivons; lorsque viendra le temps de la belle saison, nous aurons prouvé aux ennemis du progrès que nous seuls avons raison.

« Au nom de l'association,

» ALLIX, gérant; — FAYRE, — COCHET, — BRALEY (Achille), — LANFANT, — MANCHON, gérant, — GÉRARD (Adolphe), — DESMAKES, — GONTHER, — GUERINOST, gérant, etc., etc. »

PROPAGANDE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE, rue des Bons-Enfants, 12 ter. — Cette association, dirigée par M. G. Mortillet, a pour but de répandre les ouvrages et les journaux de toutes les écoles socia-

listes. Elle accepte en dépôt tous les écrits, mais elle n'en édite aucun. Elle se propose d'établir des centres de correspondance dans toutes les villes de 40,000 âmes, d'organiser sur tous les points de la République un vaste système de propagande.

C'est pour nous un devoir d'annoncer à nos lecteurs qu'il vient de se fonder deux journaux mensuels consacrés à la propagation des idées sociales :

1° *La Commune sociale*. Bureaux à Paris, rue Hautefeuille, 30. Prix 4 francs par an pour toute la France. Le premier numéro a paru en décembre.

2° *Le Défenseur du peuple*. Bureaux à Paris, rue de l'Arbre-Sec, 20. — 1 fr. 50 c. pour Paris, 2 fr. pour les départements.

Dans sa séance du jeudi, 11 courant, la *Chambre du Travail* a reçu communication de deux lettres des associations de Rouen et d'Elbeuf qui demandent à se mettre en rapport avec les associations de travailleurs de la capitale. Le secrétaire a lu deux propositions tendant, l'une à créer un fonds solidaire des associations, l'autre à relier entre elles les associations de même profession. La *Chambre* a nommé une commission de cinq membres pour examiner ces graves questions, qui seront mises à l'ordre du jour de la séance de jeudi prochain.

(Communiqué.)

L'OR DE LA CALIFORNIE.

Les journaux des Etats-Unis apportés par le dernier paquebot, contiennent de nouveaux détails sur les mines d'or de la Californie; les rapports déjà publiés sont bien dépassés. On trouve maintenant de l'or partout en quantité incroyable. Le journal le *Californian*, qui ne paraît plus qu'irrégulièrement, vu que les rédacteurs et compositeurs sont allés faire de l'or, en est venu, dit-il, à craindre de voir creuser une mine dans sa rue et un puits dans sa cour. Tous les autres travaux sont abandonnés. Plus de culture, plus d'industrie; on ne peut à aucun prix trouver de domestique. Le gouverneur-général en est réduit à faire sa cuisine lui-même. Si la fièvre qui s'est emparée des esprits continue, la Californie sera bientôt un des Etats de l'Union les plus peuplés. De tous les points de l'Amérique on émigre vers le nouvel Eldorado. Le 20 décembre, date des dernières nouvelles, trente-neuf navires étaient en partance pour la Californie. On assure que dix mille émigrants sont déjà passés à Saint-Louis de l'Ohio, se rendant par terre dans le pays de l'or, et que plus de 2,000 personnes attendaient à Samana les bateaux à vapeur qui doivent les conduire à la même destination.

Voici le revers de la médaille : l'abandon dans lequel se trouvent tous les genres de travaux a fait hausser énormément le prix de toutes les denrées; la farine qui, lors des dernières nouvelles, était à 190 fr. 80 c. les 60 livres, s'est déjà élevée à 424 fr.

LES ROUTES OCÉANQUES.

Enfin... l'Océan pacifique, les côtes occidentales des deux Amériques et l'Océanie s'ouvrent à l'activité humaine; les routes océaniques vont être percées.

M. Aspinwill et compagnie ont présenté au congrès de Washington le projet d'établir un chemin de fer à travers l'isthme de Panama, entre la ville de Chagres et de Panama, dont la distance est de 70 kilomètres. La compagnie demande pendant vingt ans le privilège de transport des troupes et des munitions des Etats-Unis. Le chemin serait achevé en trois ans, à partir du 1^{er} janvier 1849.

Le nouveau service de bateaux à vapeur établi entre New-York et Chagres d'une part sur l'Atlantique, et d'autre part entre Panama, San Francisco et Monterey sur le Pacifique, se relierait ainsi au chemin de fer et offrirait un rapide passage de New-York en Californie.

De son côté, le Mexique, animé lui aussi de la nouvelle agitation qui s'est emparée de toute l'Amérique du Nord, ouvre l'isthme de Tehuantepec. C'est l'isthme qui va du golfe de Campeche, sur

l'Atlantique, à celui de Tehuantepec, sur le Pacifique; il n'a que 260 kilomètres de large. Une route de terre reliera d'abord le littoral au Coatzacoalcas, rivière navigable. La communication par eau sera établie ensuite sur toute la longueur de l'isthme mexicain.

La maison Manning et Mackintosh, de Mexico, est à la tête de cette entreprise.

D'autre part, M. O'Reilly sollicite auprès du sénat américain la concession d'un droit de passage, pour établir un télégraphe électrique entre les Etats-Unis et la Californie.

M. O'Reilly, le rival en télégraphie électrique de M. Morse, n'en est pas à son coup d'essai. Le message du président Polk, qui contient environ cinquante mille mots, a été transmis par le système O'Reilly, à plus de mille milles de Washington, avec une si grande rapidité, qu'il a paru dans la ville de Saint-Louis, 24 heures à peine après la présentation de ce document au congrès.

Ainsi, tandis qu'en Europe tout est paralysé sous l'influence délétère de gouvernements qui ne comprennent ni la gloire des armes, ni les infinies ressources du travail, l'Amérique avance, avance à grands pas, malgré sa faible population et les immenses territoires sur lesquels elle est disséminée.

Le jour où des routes océaniques auront été ouvertes par la seule activité américaine, ce jour marquera la chute de l'influence des Etats européens sur le Nouveau-monde, et ce sera justice.

Un journal de province publie l'article suivant sous ce titre : *Le patriotisme de la bourse* :

« On dit quelquefois que les écus n'ont pas d'entrailles; par la même raison, l'on pourrait dire qu'ils n'ont pas de patriotisme. Ce qu'il faut demander aux cotes de la bourse, ce n'est pas l'expression des chances favorables au pays, mais l'appréciation des chances que les circonstances présentent aux agioteurs. Pour démontrer ceci, nous avons fait le relevé suivant de quelques chiffres curieux :

« En 1805, avant la bataille d'Austerlitz, les fonds publics étaient à	61	»
» A la nouvelle de cette grande victoire, ils tombent à	50	80
» Une paix glorieuse les porte à	60	60
» Avant la naissance du roi de Rome, la bourse cotait à	81	50
» Le lendemain de la naissance du prince, à	78	75
» En 1814, avant la chute de l'empereur, les fonds étaient à	45	25
» Après l'entrée des alliés à Paris, ils montèrent à	49	50
» Un gouvernement provisoire est nommé, ils montent à	50	»
» La déchéance de l'empereur est prononcée, ils montent à	55	75
» Il abdique, et les fonds s'élèvent à	63	50
» En 1815, avant le débarquement de Napoléon,	81	61
» A la nouvelle de son arrivée en France, ils descendent à	77	80
» Après sa rentrée à Paris, ils sont à	73	»
» Il part pour l'armée, encouragé par une baisse cotée à	54	75
» Il gagne la bataille de Ligny, ils descendent à	53	50
» Au désastre de Waterloo, ils s'élèvent à	59	75
» L'empereur abdique de nouveau; les alliés rentrent à Paris, les fonds remontent à	61	»
» En d'autres termes, la bourse était à 1 f. 20 c. de moins après la bataille d'Austerlitz qu'après l'entrée des alliés à Paris !		

M. Paul Justus vient de publier chez Garnier frères, Palais national, cinq lettres sur le *Congrès universel*. La première est adressée à toute la presse; la seconde à M. de Lamartine; la troisième à M. Michel Chevalier; la quatrième à M. Arago; et la cinquième au président de la République.

Prix : 15 centimes.

Fables Lachambandie, avec une préface de Pierre Vinard. Chez l'auteur, boulevard Montparnasse, 74. Prix 1 fr. 50 c.

L'un des rédacteurs, F. VIDAL.

Imprimerie FOUSSIERE, rue du Croissant, 12.